

VE/hz

Berne, le 16 septembre 1975.

Note pour Monsieur Zwahlen

Lors de mon retour en Suisse, hier 15 septembre, j'ai voyagé dans l'avion avec M. Ait Laoussine, Vice-Président de la SONATRACH. Nous nous sommes longuement entretenus de la coopération entre pays en voie de développement et pays industrialisés et plus particulièrement de la séance de l'OPEP à Vienne, à laquelle il se rendait.

Je vous rapporte les déclarations les plus intéressantes de AL, laissant de côté tout ce qui vous est sans doute déjà connu par d'autres sources. Ces déclarations ne manquent pas d'intérêt compte tenu du fait que AL est actuellement l'une des "têtes pensantes" des problèmes d'énergie de l'Algérie.

AL ne pense pas que l'augmentation du prix du pétrole sera excessive. Il la situe plus près de 10 % que de 15 % qui sont les deux marges indiquées par les Vénézuéliens. En tant que président de la commission économique, il devra cependant souligner à Vienne que la perte subie par les producteurs de pétrole atteint environ 40 %, si l'on tient compte de l'inflation, des pertes dues aux sautes du dollar et également de la diminution de la consommation depuis une année.

Copie à :

M. l'Ambassadeur Vallotton
M. l'Ambassadeur Probst
M. H.R. Siegrist, Office énergétique
M. Lévy, D.C.
KI

- 2 -

AL ne m'a pas caché qu'il n'était pas enthousiaste à se rendre une fois de plus à Vienne, tant les séances de l'OPEP sont laborieuses. Il souligne combien il est difficile de s'entendre entre délégués qui viennent de régions aussi différentes du monde, représentent des systèmes économiques et politiques aussi divers et ont des objectifs, en matière pétrolière, souvent difficilement conciliables.

Nous avons également parlé du contrat de gaz liquéfié avec le consortium européen. AL n'a pas été aussi amer que je m'y serais attendu. Il s'est contenté de relever que, dès le début, le consortium ne lui avait pas paru être suffisamment uni pour pouvoir discuter de façon utile et sans avatars avec l'Algérie. Il m'a signalé que trois membres du consortium avaient déjà pris contact avec lui, depuis la rupture des négociations, pour discuter d'un contrat direct avec l'Algérie. Alors que je lui disais qu'il serait difficile pour nous de traiter seuls, étant donné les quantités assez réduites de gaz dont nous serions acheteurs, il m'a répondu spontanément que l'Algérie serait, quant à elle, sans autre disposée à négocier avec nous, même pour une quantité réduite, s'il nous était possible de nous arranger avec un de nos pays voisins pour l'acheminement du gaz. Il a même ajouté: "vous pouvez passer ce message à qui de droit en Suisse". Il a d'autre part dit son appréciation de la façon dont M. Lauper avait négocié dans le cadre du consortium.

Texte dicté par téléphone par Monsieur Etienne Vallotton
Ambassadeur de Suisse en Algérie.